

الجمهورية اللبنانية  
مجلس الخدمة المدنية  
اللجنة الفاحصة

مباراة لملء بعض الوظائف الشاغرة في  
ملاك مؤسسة المقاييس والمواصفات اللبنانية.

لوظيفة رئيس دائرة الترجمة والنشر

مسابقة في المهارات اللغوية: تشمل اسئلة بالعربية حول نص باللغة الفرنسية،  
الوقت: ثلاث ساعات  
اضافة الى تعبير كتابي باللغة الفرنسية عن موضوع النص.

**Du pétrole au tourisme d'affaires**

Conscientes que les réserves en hydrocarbures ne sont pas éternelles, les autorités du Qatar entendent profiter de l'aisance financière apportée par les exportations de pétrole et de gaz naturel (80% des recettes extérieures et 60% des revenus de l'émirat) pour diversifier l'économie. Fin 2008, elles ont donc lancé un plan de développement à long terme intitulé National Vision 2030. Ce programme stratégique a officiellement commencé en mars 2011, avec une première tranche étalée sur cinq ans, et se déclinera autour de quatre axes : des pôles à vocation mondiale autour de **l'économie de la connaissance**; un hub (plate-forme) de transport aérien, mais aussi terrestre et maritime; un centre régional financier; et, pour finir, un tourisme centré sur les séjours d'affaires et l'organisation de colloques et de conférences.

Cette volonté de diversification se traduit aussi par un ambitieux programme d'industrialisation, notamment dans le domaine de la pétrochimie, de l'industrie chimique, de l'aluminium, de l'aciérie, du papier et de la fibre, de **l'agroalimentaire** et

de la liquéfaction du gaz naturel. Au total, et d'ici à 2016, le Qatar va donc consacrer en moyenne entre 15 et 18 milliards de dollars par an, soit 40% de ses dépenses annuelles, à financer des investissements en infrastructures et des projets de diversification économique. Déjà, entre 2005 et 2010, le pays avait dépensé près de 100 milliards de dollars pour son plan d'investissement quinquennal.

Sur un plan **macroéconomique**, et pour soutenir le développement des activités hors hydrocarbures, le Qatar veut à la fois attirer les investisseurs étrangers et encourager la création de petites et moyennes entreprises locales. La Qatar Industrial Manufacturing Company (QIMC), composée de six filiales, a ainsi pour mission de promouvoir les **PME**, au besoin par le financement d'une partie de leur capital de départ, et de les aider à exporter le « *made in Qatar* ». Pour cela, elle contribue à identifier les débouchés dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), mais aussi du Machrek et du Maghreb. Les autorités ont lancé un **programme d'assurance-crédit**, Al-Dhameen, pour améliorer l'accès au financement des PME. Enfin, une nouvelle agence chargée de celles-ci devrait être créée en 2011 sous la houlette du Conseil suprême pour les investissements et les affaires économiques.

### **Vers l'excellence universitaire**

Concernant les investisseurs étrangers, le gouvernement a réformé en profondeur la législation, jusque-là protectionniste. Depuis le 1er janvier 2010, l'impôt sur le revenu des sociétés a été ramené à un taux unique de 10%, alors qu'il en existait auparavant plusieurs dont le plus élevé atteignait 35%. De même, depuis le 1er février 2011, les investisseurs étrangers peuvent détenir 100% du capital d'une entreprise enregistrée au Qatar, sauf dans des secteurs tels que les banques, les assurances, l'immobilier et l'importation de **produits de consommation**, dont la majorité du capital doit rester détenue par des opérateurs locaux. Enfin, Doha a multiplié les efforts pour contrer l'inflation, dont les niveaux record en 2007 (+ 13,8%) et en 2008 (+ 15%), dus à la hausse simultanée du cours des hydrocarbures, des denrées alimentaires et de

l'immobilier, ont pénalisé l'attractivité du pays. Signe d'une meilleure maîtrise des prix, leur hausse n'a été que de 1 % en 2010 et devrait plafonner à 3 % en 2011.

L'attribution au Qatar, en décembre 2010, de l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 est considérée comme un événement majeur qui va doper l'activité économique. De fait, l'émirat s'est engagé à construire neuf nouveaux stades, ainsi qu'à rénover et à agrandir les trois déjà existants. Le coût total de ce programme s'élève à 4 milliards de dollars. Les autorités ont décidé qu'il serait mené par des entreprises locales associées à des opérateurs étrangers ; elles espèrent que cela dynamisera le secteur de la sous-traitance locale en matière de génie civil et d'équipements immobiliers.

L'un des axes majeurs de l'ambition qatarie pour les vingt prochaines années reste l'économie du savoir. L'émirat a achevé la construction, menée par la Fondation du Qatar, de la Cité de l'éducation, qui ambitionne de devenir un pôle régional de formation universitaire de haut niveau. D'ores et déjà, plusieurs universités nord-américaines et européennes ainsi que des écoles de commerce — dont les Hautes études commerciales (HEC) françaises — s'y sont implantées. Outre ce projet-phare, la Fondation du Qatar contribue également au développement du Parc pour les sciences et la technologie (Qatar Science and Technology Park, QSTP), qui a pour objectif d'attirer les centres de recherche et développement de grandes entreprises, qu'il s'agisse de compagnies pétrolières (Total, ExxonMobil) ou de sociétés technologiques et informatiques (European Aeronautic Defence and Space [EADS], Apple, Microsoft...).

Des entreprises qataries ont aussi commencé à investir le secteur de la recherche et développement. Ainsi, Pragmatech, filiale récemment créée par United Development Company (UDC), est en train de se faire connaître sur le plan international pour ses produits logiciels dédiés à l'analyse des textes, à leur résumé et à leur référencement. Pragmatech a aussi reçu en juin 2011 un prix décerné par la Pan Arab Web Awards Academy, associée aux entreprises Microsoft et Business Software Alliance (BSA), pour la qualité des sites Internet qu'elle a développés.

Outre l'économie du savoir, le tourisme, dans toutes ses déclinaisons, est l'une des priorités du pays, et cela malgré la concurrence d'autres émirats proches comme Dubaï et

Abou Dhabi. En matière d'hôtellerie, le Qatar veut mettre les bouchées doubles pour rattraper son retard vis-à-vis de ses voisins et pour préparer la Coupe du monde de football. Actuellement, le pays compte 11 000 chambres de standing réparties dans 72 hôtels, dont 17 cinq-étoiles et 13 quatre-étoiles. Pour les autorités, l'objectif est d'atteindre un total de 90 000 chambres d'ici à 2022.

Le développement du tourisme s'accompagne de celui du secteur aérien. Outre la construction à Doha, pour un coût de 15 milliards de dollars, d'un nouvel aéroport qui doit accueillir 24 millions de passagers en 2012 (et 50 millions en 2015), l'émirat déploie une stratégie commerciale afin de devenir un passage obligé pour les touristes occidentaux se rendant en Extrême-Orient.

### **Le problème de la pollution**

A l'aller ou au retour, ces voyageurs transportés par Qatar Airways feraient ainsi une escale de quelques jours à Doha ou dans l'une des villes nouvelles en construction. Le Qatar connaît un boom du transport aérien : la compagnie nationale a annoncé en décembre 2010 qu'elle venait de réaliser son premier exercice fiscal excédentaire et qu'elle projetait d'entrer en Bourse en 2012. L'opération doit financer l'extension de sa flotte, qui passera de 92 appareils actuellement à 120 en 2013.

Le Qatar veut aussi se positionner comme un centre régional pour le tourisme médical. En 2012, le Sidra Medical and Research Center, d'un coût de 8 milliards de dollars, ouvrira ses portes. Il s'agira du premier hôpital entièrement équipé d'appareils numériques dans la région. Son objectif sera d'attirer non seulement les patients du Golfe, mais aussi des pays d'Asie du Sud-Est.

Le développement du tourisme est, par ailleurs, directement lié à celui du secteur immobilier. En la matière, l'un des plus grands projets en cours au Qatar est la construction, sous la houlette d'UDC, de l'île artificielle de Pearl Island, à quelques kilomètres du centre-ville de Doha. Pour un coût total de 10 milliards de dollars, cette île sera composée, outre les zones d'habitation, de ports de plaisance, de centres commerciaux et de restaurants. Une fois achevée, elle doit accueillir 35 000 résidents répartis dans 18 000 logements. Destinée en priorité aux Qataris, The Pearl sera aussi

accessible aux ressortissants étrangers qui, en y achetant un bien immobilier, auront droit à un permis de résidence permanente.

The Pearl est l'occasion pour les sociétés d'ingénierie qataries de développer leur expertise et leur savoir-faire. Ainsi, Qatar Cool, autre filiale d'UDC, est en train de mettre au point à Doha un système de *district cooling*, c'est-à-dire la distribution centralisée d'air conditionné à plusieurs quartiers de la ville nouvelle. Cette véritable usine de climatisation est en passe de devenir une référence mondiale en la matière. Son modèle technologique intéresse plusieurs villes du Golfe, toutes confrontées à l'augmentation de la facture énergétique provoquée par la multiplication des climatiseurs individuels.

Autre projet de ville nouvelle, celui de Lusail City, développé par la société immobilière qatarie Lusail Real Estate Development Company (LREDC). Située au nord de Doha, cette nouvelle cité, d'un coût total évalué à 5 milliards de dollars, sera achevée en totalité en 2019 et aura une superficie totale de 35 km<sup>2</sup>. Elle ambitionne d'accueillir 200 000 résidents, 170 000 travailleurs et 80 000 visiteurs. Elle comptera 22 hôtels, 34 mosquées, un parc de bureaux et plusieurs terrains de golf. Une ligne de tramway s'étendant sur 22 kilomètres et desservant 34 stations reliera ses quartiers; elle bénéficiera de deux connexions avec la future ligne ferroviaire qui traversera l'émirat. Un système de bateaux-taxis est prévu pour relier la ville nouvelle à l'aéroport de Doha et au quartier d'affaires de West Bay. Lusail City sera dotée de cinq stades, dont l'un, le futur Lusail Iconic Stadium, accueillera la finale de la Coupe du monde de football de 2022. On notera enfin que Qatari Diar, société gouvernementale, a acquis de nombreux biens immobiliers et touristiques en Europe, au sultanat d'Oman, au Soudan, au Maroc, en Ethiopie, en Tunisie, au Yémen et en Libye.

Le Qatar, pays qui rejette le plus de gaz à effet de serre par habitant, veut promouvoir les transports en commun. Pour un coût global de 35 milliards de dollars sur dix ans, il prévoit de construire quatre lignes de métro, deux lignes de tramway, une ligne de métro automatique et, surtout, une ligne de train à grande vitesse entre Doha et Manama, la capitale de Bahreïn. A cela s'ajoutent plusieurs lignes ferroviaires pour le transport de marchandises à destination notamment de l'Arabie saoudite. Pour ce qui est des

infrastructures routières, l'un des projets les plus importants est le pont-digue d'une quarantaine de kilomètres reliant le Qatar et Bahreïn (coût estimé de ce projet emblématique pour la région : 5 milliards de dollars). De plus, le pays a débloqué une enveloppe de 20 milliards de dollars pour moderniser son réseau actuel en construisant plusieurs autoroutes. Il veut aussi développer les activités maritimes : le port de Doha va être agrandi et modernisé afin de jouer le rôle de plate-forme logistique et de réexportation régionale. Budget : 7 milliards de dollars.

Le développement d'un centre financier à Doha est l'un des objectifs stratégiques du Qatar. Le Qatar Financial Center, créé en 2005, entend dynamiser le secteur bancaire, qui compte déjà une vingtaine de banques, dont seize locales. Attirées par le boom économique du pays, toutes les grandes institutions financières mondiales qui se positionnent sur le financement de projets y sont présentes. Mais les autorités qataries souhaitent surtout que Doha devienne la capitale mondiale de la finance islamique, afin de rivaliser avec des places comme Kuala Lumpur, Genève, Londres ou Manama. Des filières universitaires ont été créées pour former des cadres spécialisés dans cette activité tandis que le gouvernement a décidé d'encourager, notamment **par le biais de la fiscalité**, la création de banques islamiques.

D'autres secteurs, jugés stratégiques par National Vision 2030, sont concernés par la diversification économique. Dans l'agroalimentaire, le Qatar, qui importe 95% des denrées qu'il consomme, souhaite arriver à une autosuffisance de 70% à l'horizon 2023. En 2008, les autorités du pays ont créé le Programme national pour **la sécurité alimentaire** (NFSP), dont la mission est de sécuriser les sources d'approvisionnement alimentaire par l'achat de terres agricoles à l'étranger, mais aussi par le lancement d'activités agricoles sur le sol qatari, notamment la production de céréales aux environs de la ville d'Al-Khor.

Le pays entend aussi développer son expertise en matière hydraulique. Dépendant à 99% de ses usines de désalinisation, il va se doter de réserves stratégiques d'eau potable. Et donc investir 2,8 milliards de dollars pour la construction de réservoirs en béton précontraint (20 mètres de diamètre pour 12 mètres de hauteur) reliés entre eux par des

pipelines d'une longueur totale de 183 kilomètres. Cette infrastructure va servir à stocker 32 millions de mètres cubes d'eau potable, soit l'équivalent de sept jours de consommation de la population estimée en 2040.

Enfin, la diversification de l'économie s'opère par le placement d'une partie des **avoirs** du pays à l'étranger, via la Qatar Investment Authority (QIA). Ce **fonds souverain** gère des capitaux évalués à 60 milliards de dollars, investis dans près de vingt pays du Proche-Orient, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord. QIA compte déjà de nombreux partenariats avec des entreprises françaises : il détient notamment 7,6% de Lagardère, 3% d'EADS (depuis 2008), 0,98% de Suez Environnement, 5,78% de Vinci (en échange de Cegelec et à la suite de l'aval de la Commission européenne) et 22,7% du capital de la Société fermière du casino municipal de Cannes (SFCMC).

QIA vient en outre de prendre le contrôle de 70% du capital du club de football français Paris Saint-Germain. Elle détient également une participation de 9,1% dans le capital du groupe Hochtief, le numéro un allemand du bâtiment, qui est partie prenante du projet de Lusail City.

أجب عن الأسئلة التالية باللغة العربية

١. فسّر بإيجاز العبارات التي تحتها خط

٢. لخص النص بما لا يتجاوز ٣٠٠ كلمة

٣. أغفل النص مصادر الطاقة المتجددة، عبّر بإيجاز عن إمكانية التكامل بين ما ورد في النص وهذه المصادر

أجب عن السؤال التالي باللغة الفرنسية

En vous inspirant du texte, quels seraient idéalement les points essentiels d'un plan de développement stratégique LIBAN 2030 ? Exprimez-vous en 300 mots

بيروت، في ٢٣/٦/٢٠١٢

اللجنة الفاحصة